

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSPORTS-BARCOS SAS

51 rue des Chênes
Zone industrielle
65380 Lanne

Références : -
Code AIOT : 0005208776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement TRANSPORTS-BARCOS SAS implanté 256 rue de la Gravière Zone d'Activités Économique Atlantisud 40230 Saint-Geours-de-Maremne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS-BARCOS SAS
- 256 rue de la Gravière Zone d'Activités Économique Atlantisud 40230 Saint-Geours-de-Maremne
- Code AIOT : 0005208776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Un arrêté d'autorisation d'exploitation a été émis en date du 26 mars 2009 à la société PROLOGIS France XCIII pour un entrepôt situé dans la zone économique Atlantisud au 256 rue de la Gravière à Saint-Geours-de-Maremne (40230). En date du 5 juin 2018, le propriétaire PROLOGIS France XCIII a changé de dénomination pour ARROW-DAX.

Puis, SCI TROISLANDES a racheté les locaux à ARROW-DAX en date du 3 septembre 2019. Actuellement, SCI TROISLANDES loue les locaux à la société TRANSPORTS-BARCOS qui utilise les entrepôts pour du stockage de marchandises.

Le site est composé de deux cellules (6000 m² chacune) permettant de stocker des boîtes de maïs et des meubles.

23 salariés exercent sur site, et 68 conducteurs sont en itinérance.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un état des stocks des produits chimiques, mettre le GRV de savon sur une rétention appropriée et faire un point sur les actions à entreprendre en cas d'urgence (obturation du réseau d'eau pluviales).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. [...] <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Trois produits chimiques sont présents sur le site : du gasoil (cuve souterraine double enveloppe, mise en service le 12 janvier 2020), du savon (GRV) et de l'AdBlue. Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles sur le réseau informatique de la société, mais pas sur le site. Par échantillonnage : <ul style="list-style-type: none">la FDS du savon est en français. La dernière mise à jour de la fiche date du 12 juin 2019, ce qui n'est pas satisfaisantla FDS du gasoil est en français. La dernière mise à jour de la fiche date du 7 juillet 2021, ce qui est satisfaisant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre à disposition sur site les FDS, de façon à ce que ces dernières soient facilement consultables par les employés ; solliciter auprès de son fournisseur, une version à jour de la FDS du savon. Il transmet la nouvelle FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS ont été transmises par courriel, après la visite d'inspection. En conséquence, elles n'ont pas pu être consultées lors de la visite.</p> <p>Il est cependant constaté que l'exploitant ne sait pas localiser le dispositif qui permet, en cas d'incendie ou de fuite de produit chimique, d'obturer le réseau d'eau pluviale afin d'éviter que le déversement n'atteigne le milieu. Il indique ne pas avoir mis en place de procédure relative à l'utilisation de cette vanne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un plan du site indiquant la présence du dispositif d'obturation du réseau d'eau pluviale ainsi qu'une procédure de manipulation de ce dernier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :

<p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le gasoil est stocké dans une cuve souterraine double peau. Le GRV de savon n'est pas placé sur une rétention ce qui n'est pas satisfaisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit placer le GRV de savon sur une rétention de volume supérieur ou égale à 1000 litres. Il transmet une photographie du GRV placé sur sa rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'est pas constaté la présence de produits chimiques incompatibles placés sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant ne présente pas d'état des stocks des produits chimiques présents sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un état des stocks des produits chimiques présents sur le site. Celui-ci doit être tenu à jour (fréquence à adapter selon consommation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois